

Baisse du budget agriculture



Se mobiliser pour le développement de nouveaux modèles agricoles

L'agriculture bio est un métier très technique qui demande des compétences agronomiques, biologiques, sociales ou encore économiques très pointues. Le lancement de nouvelles exploitations et la pérennité de celles déjà existantes dépend donc énormément des possibilités qu'ont les agriculteurs/agricultrices et les candidats/candidates à l'installation de **s'informer, de se former, d'échanger entre eux, d'être accompagnés techniquement ou économiquement**. Cet accompagnement essentiel à la mise en place de systèmes agricoles citoyens pérennes est aujourd'hui développé en Ile de France par les structures du pôle Abiosol, et notamment par le Réseau AMAP Ile de France.

Pourtant, **après avoir pris des engagements en faveur de l'agriculture biologique, paysanne et citoyenne** à l'occasion de la campagne des élections régionales, Valérie Pécresse, Présidente de la région Île de France, et la nouvelle majorité ont voté **un budget agricole réduisant drastiquement les capacités d'animation de l'agriculture bio et locale en Île de France**. Malgré de très nombreuses sollicitations depuis les élections, nous n'avons pu obtenir de réponses à nos demandes d'explications sur ces coupes budgétaires.

Budget agriculture 2016 en Île de France : ce qui se cache derrière

D'après les sources disponibles sur le site internet du Conseil Régional et nos propres informations, voici les principales indications budgétaires :

- Un budget prévisionnel de 12 Millions € contre 9.7 réalisés en 2015 (+23.64%). Le mot d'ordre de ce budget est de « soutenir la compétitivité de l'agriculture francilienne »
- Une augmentation du budget en investissement de 115% (5.5 M€ prévus en 2016 contre 2.5 M€ réalisés en 2015).
 - Les hausses porteront principalement sur les points suivants :
 - 1M€ pour la filière forêt/bois
 - 2M€ pour la dotation de deux dispositifs pour le soutien à l'innovation et la modernisation des entreprises agricoles



- Les baisses porteront principalement sur les points suivants :
 - Une baisse forte du budget d'investissement de l'Agence des Espaces Verts (AEV) et particulièrement pour l'acquisition de terres agricoles qui passe de 2.9 à 0.6 M€ (ce qui n'empêche la Région de dire que l'AEV participera au « bouclier anti-mitige »). L'AEV n'achètera pas de nouveau foncier mis à part les terrains prévu dans le SDRIF
 - La non reconduction de la convention AEV/Fondation TdL (-400 00€)
- Une baisse du budget en fonctionnement de 9.2% (6.5M€ prévus en 2016 contre 7.15M€ réalisés en 2015). Les baisses porteront principalement sur l'animation du « Plan Bio » passant de 1,15 M€ prévus en 2016 à 1,65 M€ réalisés en 2015

En résumé, la **priorité est clairement mise sur les investissements** en faveur d'une certaine forme d'agriculture **au détriment de l'animation pour la transition vers l'agriculture biologique**. En effet, faciliter l'achat de gros matériels neufs (tracteurs dernière génération, drones, etc.) favorise ce que les industriels de l'agriculture nomment « l'agriculture de précision » quand l'agriculture bio a davantage besoin de savoirs techniques et d'échanges de savoir-faire pratiques pour être parfaitement inscrites dans un territoire spécifique à chaque ferme. Formation, accompagnement, animation, autant d'actions beaucoup moins identifiables que l'achat d'un tracteur et jugées inutiles par le nouvelle exécutif régional. C'est pourtant tout le travail que mène le **Réseau AMAP IDF pour favoriser l'autonomisation des paysans/paysannes et des citoyens/citoyennes afin d'engager une réelle transition de l'agriculture.**

Les Amapiens/Amapiennes et les Paysans/Paysannes ne peuvent accepter cette orientation stratégique !

Les travaux du Réseau AMAP Ile de France et du pôle Abiosol ont permis la recrudescence d'installation en agriculture biologique et citoyenne en Ile de France, et cela est grandement remis en questions par les choix budgétaires affichés. Ainsi nous, amapiens/ amapiennes et paysans/ paysannes du **Réseau AMAP IDF ne pouvons accepter que la région fasse le choix d'accroître le financement du matériel au profit de l'accompagnement humain.**

La stratégie agricole de la région sera discutée dans quelques semaines et votée en **novembre prochain**. Nous sommes les premiers concernés par ces choix qui vont orienter l'agriculture et l'alimentation francilienne. C'est pour cela que **nous devons faire entendre notre voix et nous rassembler d'abord autour de cette pétition puis fin septembre, physiquement, devant le Conseil Régional.**

